



<http://parolededemocrate.fr.nf> Adoptez l'éco-attitude, n'imprimez ce mail que si c'est nécessaire!

Municipales à Lyon, Perben allié à Millon : petit flash back

Envoyé par [mpa73](#) le Mer, 30/01/2008 - 12:37

Dans les groupes : Rhône-Alpes, Mouvement Démocrate

Pour bien comprendre ce que signifie l'alliance de Perben avec Millon

voir : <http://www.millon.org/article-Municipales--Dominique-Perben-sunit-avec-les-amis-de-Charles-Millon-11-405.html>

voici **un petit flash back**.

Et après, on se demande pourquoi les militants MoDem sont furieux des manigances de Mercier pour une alliance avec Perben ?

http://www.humanite.fr/2001-03-16_Politique_Lyon-Charles-Millon-la-tentation-permanente-de-la-droite-brune
Article paru le 16 mars 2001

Lyon Charles Millon, la tentation permanente de la droite brune

Charles Millon, cinquante-cinq ans, est un fils de notables de Belley (Ain), ville dont il a été maire pendant de nombreuses années. La carrière politique de ce catholique fervent, élevé chez les pères maristes, peut être résumée en six étapes principales : sa première élection comme député en 1978, la direction du Parti républicain, sa tentative avortée de rénovation de la droite en 1989 avec les " quadras ", son soutien à Jacques Chirac en 1995 contre l'avis de sa formation politique, sa nomination au poste de ministre de la Défense dans le gouvernement d'Alain Juppé, son élection à la présidence de la région Rhône-Alpes grâce au soutien du Front national.

Il croit en son destin messianique. Sa " réflexion " politique a toujours été une affaire familiale avec pour éminence grise sa femme, Chantal Delsol, philosophe, universitaire et fille du fondateur du " cercle Charles Péguy ", un cénacle ultraconservateur. À partir de 1968, son engagement s'ancre dans les cercles gravitant autour de la droite la plus extrême, souvent liée à l'Opus Dei. Passage remarqué : le club de l'Astrolabe, un groupuscule prônant l'idéologie de la révolution nationale chère à l'homme de Vichy, Philippe Pétain. Pour le président du réseau Voltaire, Thierry Meyssan, Charles Millon, dès cette époque, devient un adepte de la théorie selon laquelle " la société constitue un tout organique où chacun a une place prédéterminée par la volonté divine, chacun restant à sa place pour que la société puisse fonctionner, l'individu n'ayant de droit qu'au travers de la communauté naturelle à laquelle il appartient ".

Au club de l'Astrobale, Charles Millon côtoie des gens comme Francis Bergeron, rédacteur à Présent, et d'autres qui occuperont, plus tard, des responsabilités au Front national.

Charles Millon ne s'est pas engagé en politique pour les honneurs ou l'argent. **Il estime avoir été choisi par Dieu pour accomplir une mission.** Lancé en politique par Valéry Giscard d'Estaing, puis ministre de Chirac, **il a connu une traversée du désert après sa compromission avec le FN en Rhône-Alpes et a tenté, en vain, de lancer un parti intitulé La Droite. Il a attendu son heure en labourant l'électorat le plus réactionnaire de Lyon** avec une première retombée : son score de dimanche dernier et son alliance avec le RPR Jean-Michel Dubernard. Un accord obtenu avec le soutien actif de Jacques Chirac.

<http://www.lyonpeople.com/presse/p2millon.html> **mai 2000**

L'ancien Ministre de la Défense doit reconnaître qu'il a commis une faute politique (et non une erreur stratégique) en passant un accord avec le Front National au Conseil Régional.

Si Charles Millon n'obtempère pas à cette injonction, ses partenaires du RPR et de l'UDF excluent toute possibilité d'alliance à l'occasion des prochaines municipales.

L'ex-Président du Conseil Régional s'est-il soumis à leur volonté ?

<http://www.denistouret.net/constit/Millon.html>

Libération, Par Olivier BERTRAND, vendredi 11 juillet 2003

Millon, des millions à rendre à la région

Il est rattrapé par une cour administrative de Lyon.

Charles Millon devra rembourser.

Pas rien, près de 350 000 euros. La cour administrative d'appel de Lyon vient de déclarer illégales les délibérations qui lui avaient permis de bénéficier d'un appartement et de personnel de maison, pendant près de dix ans, lorsqu'il présidait la Région Rhône-Alpes. L'arrêt, rendu hier, donne raison à Etienne Tête, conseiller régional (Vert), qui se bat depuis cinq ans à la place de la région, soulignant l'inertie de la justice lyonnaise (lire ci-dessous).

En 1989, Millon s'était choisi un six-pièces, dans le chic quartier d'Ainay. Loyer, eau, gaz, électricité et téléphone payés par la Région. Le président bénéficiait pourtant d'une villa au conseil régional, de son appartement personnel à Belley (Ain), et d'un logement de fonction en tant que ministre de la Défense, de 1995 à 1997. Le six-pièces coûtait au conseil régional 9 000 francs par mois de loyer, avec une clause assez comique. Si la Région venait à donner son congé, le bail serait cédé «exclusivement» à Millon. Curieux pour un logement attribué «par nécessité absolue de service». La cour a estimé que les délibérations octroyant cet appartement étaient illégales, aucun texte ne prévoyant un tel avantage pour un président de Région.

Même chose pour le personnel. De 1990 à 1998, le conseil régional avait payé plus de 40 heures de ménage par semaine pour l'appartement privé de Millon. Selon ce dernier, il s'agissait de nettoyer le logement après les réceptions. Qui devaient être nombreuses, ou vraiment salissantes... Le tribunal administratif lui a pourtant donné raison en première instance. Tête a alors fourni d'autres éléments, prouvant qu'il n'y a jamais eu la moindre réception publique au domicile des Millon.

Délibération annulée.

Pour la cour administrative d'appel, il s'agissait d'une «mise à disposition permanente par la Région de personnel de service dans l'intérêt privé du président». Ce qui ne présente pas «un caractère d'intérêt régional». Les magistrats ont donc annulé la délibération sur les dépenses de ménage entre 1995 et 1998. Mais pas pour la période 1990 à 1995 une économie de 213 500 euros pour Millon, Tête n'ayant pas attaqué la bonne décision.

Troupes.

Millon se retrouve cependant avec 350 000 euros à rembourser à la Région. Il peut se pourvoir en cassation devant le Conseil d'Etat, Anne-Marie Comparini, présidente UDF, devrait d'ailleurs attendre l'épuisement des recours avant de réclamer l'argent, exigible dès maintenant. L'avenir de Millon n'en est pas moins obscurci.

La situation arrange en revanche le reste de la droite, qui aimerait récupérer troupes et électeurs de Millon, sans s'encombrer de ce dernier. Dominique Perben, garde des Sceaux, qui entend se lancer à l'assaut de Lyon en 2007, en a peut-être parlé cette semaine avec Millon. Le ministre et le justiciable se sont vus longuement, mercredi à Paris.

Liberation, Par Olivier BERTRAND, jeudi 03 juin 2004, p. 15 (Liberation - 06:00)

L'ombre de Millon s'étend sur la droite lyonnaise

L'ancien ministre n'a pas renoncé à revenir dans le jeu politique local.

Coucou, le revoici. L'insubmersible Charles Millon refait parler de lui. Nommé ambassadeur auprès de la FAO à Rome pour débarrasser le plancher lyonnais, l'ex-ministre de la Défense hante toujours les cauchemars de la droite lyonnaise. Il ne manque quasiment aucun conseil municipal, et, même s'il y reste silencieux, l'hypothèse d'une candidature aux municipales de 2007 se remet à courir. Ses amis du groupe Unir pour Lyon (19 conseillers municipaux sur 73) viennent de rédiger un bilan de mi-mandat de l'action du maire socialiste, Gérard Collomb. Un pavé d'une soixantaine de pages, signé «listes Milon pour Lyon» (fourni avec la faute d'orthographe à Millon). La préface, signée par l'ambassadeur lui-même, s'achève par cette phrase : «Je souhaite que [ce document] marque symboliquement le point de départ du chemin qui nous mènera à la reconquête de la ville de Lyon et de son agglomération en 2007». Au moins, les choses paraissent claires.

Pression.

L'entourage de Charles Millon dément mollement. «Le jour où, éventuellement, Charles sera candidat, il convoquera la presse pour l'annoncer», balaie Christian Barthélemy, conseiller d'arrondissement qui dirige la troupe lorsque le chef

est absent. L'ancien ministre campe sur des hauteurs diplomatiques, mais ses hommes se chargent de mettre la pression sur la droite.

«Le travail sur le bilan de Collomb nous a poussés à réfléchir à ce que seront nos propositions en 2007, susurre Christian Barthélemy. Nous serons présents d'une façon ou d'une autre, seuls ou avec Charles Millon.» Et avec Dominique Perben, ministre de la Justice et candidat déclaré à la mairie, ou contre lui ? «Le moment venu, on verra s'il est possible de s'entendre, répond Barthélemy. Les municipales sont des élections à deux tours. Il n'est pas dramatique que les projets se confrontent au premier. Le second sert la fusion.» Un mot qui fait blêmir la droite lyonnaise, traumatisée par les déchirements de l'entre-deux tours 2001. «On peut toujours faire des accords de fusion, réagit Michel Mercier, sénateur (UDF) du Rhône, à condition d'être sur la même ligne politique. Je ne sais pas sur quelle ligne ils seront. Si c'est celle de 2001, cela ne me semble toujours pas soluble.»

Sénatoriales.

Le durcissement intervient juste après la perte de la région par la droite au profit du PS. Les millionistes lyonnais avaient été évincés des listes aux régionales, et ne le digèrent toujours pas. Dominique Perben avait proposé que les deux maires d'arrondissement millionistes y figurent. Il n'a pas été suivi. Du coup, les amis de Millon ont présenté des candidats aux cantonales (tous battus sèchement), et préparent pour les sénatoriales une liste que conduira Christian Barthélemy, qui a passé trente ans au RPR. La liste devrait faire perdre un sénateur à l'UMP. Et lui servir d'avertissement.

Perben, qui a tout à perdre dans ces batailles intestines, essaie d'apaiser le jeu. Il vient de prendre la présidence de l'UMP dans le Rhône et tente toujours de concilier centristes et millionistes, à défaut de les réconcilier. Ces derniers se réunissent tous les vendredis, à 7 h 30, depuis trois ans. Leur bilan anti-Collomb, dont l'entourage de Perben a demandé un exemplaire, a été tiré à un millier d'exemplaires, expédié aux principaux décideurs. Des extraits thématiques doivent être diffusés auprès de publics ciblés, et un résumé de quatre pages, distribué dans les boîtes aux lettres. La droite libérale et chrétienne (DLC) de Millon n'est plus qu'une coquille vide, mais un Club de l'Embarcadère a pris la place. Il organise réunions et dîners débats, comme il y a un mois, avec l'écrivain chiraquien Denis Tillinac.

Héritage.

Les millionistes entretiennent leur réseau, et Gérard Collomb se frotte les mains. Même s'il se sent mieux installé dans sa ville, il sait que Charles Millon reste son meilleur atout. A chaque scrutin depuis 1998, l'ancien député de Belley endosse le même rôle : le fils brillant, répudié pour avoir trahi sa famille, vient prendre sa part de l'héritage électoral.

Court-il toujours pour lui ? Ou maintient-il cette présence pour peser au nom des siens ? S'il tourne les talons, ils n'existeront plus. «Il est le ciment, le chef», résume Christian Barthélemy. Le seul à capitaliser un pouvoir de nuisance. Croisant récemment une vieille connaissance dans un bistrot parisien, Millon lançait, gouailleur, qu'il n'a «renoncé à rien». Christian Barthélemy ajoute : «Je ne peux pas vous dire si ce sera à Lyon, si ce sera en 2007. Mais j'ai la conviction profonde que vous le verrez réapparaître. C'est un animal politique.» Un prédateur même, pour la droite lyonnaise